

CAMPAGNES ET ÉLECTIONS EN RD CONGO

REGARD CRITIQUE SUR LES PRINCIPAUX ACTEURS POLITIQUES

Christian NDOMBO MOLEKA,
Politologue et Analyste politique ;
Coordonnateur National de la Dynamique des politologues de la RD Congo.
christianmoleka@gmail.com

La république démocratique du Congo a organisé, le 20 décembre 2023, son quatrième cycle d'élections présidentielle et législatives, les premières depuis l'alternance de 2018 qui a vu Félix Tshisekedi, héritier du long combat politique de l'UDPS de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, qui s'est opposé successivement à Mobutu, aux Kabila, Laurent et Joseph, succéder à Joseph Kabila.

Les élections de 2023 revêtaient un double intérêt : les premières après l'alternance de 2018 qui a vu le président Joseph Kabila, arrivé au terme de ses deux mandats, céder le fauteuil à l'opposition politique ; mais également l'une des plus inclusives en termes de candidatures avec la participation de tous les ténors de l'opposition, contrairement aux processus antérieurs, 2006 et de 2018, qui ont vu pour le premier le boycott d'Étienne Tshisekedi et pour le second les exclusions de Moïse Katumbi et de Jean Pierre Bemba.

Alors que l'attention sur le processus électoral semble aujourd'hui se focaliser sur l'incidence des irrégularités relevées par les différentes missions d'observations électorales le jour du scrutin, sur les résultats électoraux ainsi que sur leurs conséquences politiques tant sur la crédibilité du processus que sur la conduite et les attitudes des différents acteurs politiques, il nous a paru utile de remettre en perspective le jeu et les logiques développés par les principaux acteurs tout au long de la campagne électorale afin de rendre plus compréhensibles et intelligibles les équilibres du pouvoir que les résultats de la commission électorale nationale indépendante, CENI, sont censés représenter.

Notre analyse ne portera que sur les quatre candidats principaux à l'élection présidentielle, Fayulu Madidi Martin, Katumbi Chapwe Moïse,

Docteur Mukwege Mukengere Denis et Tshisekedi Tshilombo Félix, en tentant de révéler les stratégies mises en œuvre par chacun des candidats ainsi que la gestion de la campagne.

Au terme de cette analyse, nous jetterons un regard critique sur les résultats des élections et les perspectives qui se profilent pour la vie politique congolaise.

1. Fayulu Madidi Martin ou l'ambiguïté stratégique

S'il a réussi, pendant les quatre dernières années, grâce notamment à la revendication sur la vérité des urnes et à son positionnement contre l'Union sacrée, à se présenter comme le prétendant rival à Félix Tshisekedi, au cours de l'année électorale, cependant, Martin Fayulu s'est caractérisé par une double ambiguïté de participation et de stratégie électorale, qui a participé à réduire son rôle et sa place dans le processus électoral, contrairement à 2018.

De l'ambiguïté de sa participation

Alors qu'il déclarait encore au début du mois de juillet qu'il ne déposerait pas sa candidature sans un audit indépendant du fichier électoral¹ et qu'en droite ligne de cette position, son parti, l'Engagement pour la citoyenneté et le développement, Ecidé en sigle, refusait de déposer les dossiers de ses candidats à la députation nationale et provinciale, Martin Fayulu se décidera à déposer seul sa candidature le 04 octobre 2023.

Cette ambiguïté de participation a laissé auprès d'une certaine opinion publique un sentiment de versatilité et de faiblesse, désorientant ou refroidissant une partie de son électorat.

Par ailleurs, l'absence des candidats députés nationaux et provinciaux qui auraient pu utilement servir « de comités électoraux » lui a fait manquer d'assises dans un pays aussi vaste que l'Europe occidentale, avec plus de 40 millions d'électeurs, 26 provinces, 33 villes, 145 territoires, 311 communes, 734 secteurs et chefferies ainsi que 87710 villages, le tout à parcourir en un mois de campagne électorale !

De l'ambiguïté de stratégie électorale

C'est la stratégie dite de « l'encercllement² » qui a été à l'origine de la grande mobilisation du candidat Martin Fayulu en 2018.

1 Propos repris par le média *actualité.cd* du 13 juillet 2023 -60 :35.

2 L'expression a été employée par Vital Kamerhe à la veille des élections de 2011 pour expliquer à la fois l'absence d'une candidature unique de l'opposition et l'intérêt stratégique d'une conjonction des forces des grands leaders politiques de l'opposition pour prendre en tenaille Joseph Kabila, alors candidat à sa propre succession. <https://www.radiookapi.net/actualite/2011/11/19/elctions-rdc-vital-kamerhe-desavoue-la-strategie-de-candidature-unique-de-lopposition>. Il reprendra à nouveau l'expression en 2023 pour illustrer la stratégie du Camp Félix Tshisekedi pour « entenailler » Moïse Katumbi. <https://topcongo.live/articles/notre-strategie-dencercllement-napas-donne-de-chance-a-katumbi-kamerhe>.

En effet, en apportant chacun l'influence de son pré-carré régional, l'élection en RD Congo demeurant fondamentalement sociologique, les différents leaders politiques de la coalition LAMUKA³ ont participé à donner de l'amplitude à la campagne de Martin Fayulu. Katumbi et Kyungu lui apporteront les voix dans l'espace Katanga. Jean Pierre Bemba lui mobilisera l'espace Équateur à son profit, tandis qu'Adolphe Muzito dans le Grand Bandundu et Mbusa Nyamuisi dans le Nord Kivu feront pareil.

L'éclatement de la plateforme LAMUKA⁴, puis sa séparation d'Adolphe Muzito⁵ a renforcé l'isolement stratégique de Martin Fayulu. L'échec des pourparlers de Pretoria⁶ a réduit toute chance d'une candidature commune qui aurait procuré plus de suspense à l'élection présidentielle.

En allant seul en campagne, sans alliés stratégiques solides, Martin Fayulu a réduit considérablement ses propres chances de se proposer en tant que prétendant sérieux à l'élection présidentielle, en visant à obtenir un résultat égal ou même meilleur qu'en 2018.

Ce rétrécissement se manifeste particulièrement dans la composition de son équipe de campagne pour l'élection de 2023, moins diversifiée que celle de 2018⁷.

En ce qui concerne la campagne électorale, Martin Fayulu n'a pas réussi à suivre le rythme imposé par les deux prétendants, Felix Tshisekedi et Moise Katumbi. Il a réussi à battre campagne pendant 18 jours seulement sur les trente légalement prévus pour la campagne, et à se rendre dans 15 des 26 provinces⁸ avec un accent très marqué pour le Kwilu, son fief

3 LAMUKA est une coalition politique créée le 11 novembre 2018 à la suite des négociations de Genève où 7 leaders principaux de l'opposition congolaise se réunissent pour se désigner un candidat commun. La coalition LAMUKA, entendez réveillez-vous, réunira, en fin de compte, 6 leaders (Moise Katumbi, Adolphe Muzito, Jean Pierre Bemba, Freddy Matungulu, Martin Fayulu et Mbusa Nyamuisi) autour de la candidature de Martin Fayulu... Mbusa Nyamuisi rejoindra la coalition après le départ de Kamerhe et de Félix Tshisekedi.

4 En 2021, Jean Pierre Bemba, Moise Katumbi et Mbusa Nyamuisi rejoignent l'union sacrée de la Nation. Bien avant, c'est Freddy Matungulu qui avait le premier quitté la coalition. Fayulu restera avec Adolphe Muzito puis ils vont également se séparer.

5 Par un communiqué du 31 mars, le collège des présidents de LAMUKA a dit prendre acte du retrait volontaire d'Adolphe Muzito de la plateforme LAMUKA (cf. *mediacongo.net* du 31 mars 2023).

6 La fondation Konrad Adenauer et l'organisation ITI ont initié des pourparlers à Pretoria en Afrique du Sud du 12 Novembre au 17 novembre en vue de rapprocher les points des vues des candidats principaux de l'opposition à l'élection présidentielle de décembre 2023 et parvenir à la désignation d'un candidat commun pour représenter la coalition.

7 En 2018, l'équipe de campagne de Martin Fayulu se composait des personnalités politiques majeures suivantes : Pierre Lumbi, ancien conseiller spécial de Joseph Kabila et initiateur du MSR, la deuxième force politique au sein de la MP, la coalition politique de Joseph Kabila qui va se muer en FCC, au poste du directeur de campagne – Ève Bazaiba, secrétaire général du MLC, le parti de Jean Pierre Bemba, au poste de porte-parole et chargée des médias – Olivier Kamitatu, chargé de communication et des NTIC, Salomon Kalonnda Trésorier – José Edundo chargé des relations diplomatiques – Gabriel Kyungu Wa Kumwanza responsable de la campagne dans le Grand Katanga.

8 Martin Fayulu n'a pas visité 11 provinces (Kongo central, Nord Ubangi, Sud Ubangi, Tshuapa, Haut-Katanga, Lualaba, Haut-Lomami, Maniema, Kasai, Kasai-central, Kasai Oriental).

électoral où il a visité 5 localités⁹ et le Nord Kivu, 4 localités. Martin Fayulu a mené une campagne irrégulière marquée de temps d'arrêt, 12 jours, et de quelques contraintes logistiques¹⁰.

2. Moïse Katumbi Chapwe, le géant aux pieds d'argile

Exclu des élections de 2018, Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga, était évidemment attendu en 2023. Son soutien « conjoncturel » à Martin Fayulu était lié à son incapacité personnelle à concourir : le régime de Joseph Kabila l'avait empêché de s'inscrire en 2018, puis de revenir au pays pour déposer son dossier de candidature.

L'alternance de 2018 avec l'avènement de Félix Tshisekedi et la dissolution de la coalition FCC-CACH¹¹ en 2021 lui ont permis de jouer un rôle politique prépondérant notamment dans le renversement du bureau de l'ancienne speaker Jeanine Mabunda¹² et dans la formation de la nouvelle majorité, l'Union Sacrée de la Nation (USN), ainsi que le gouvernement qui en découlait.

Ce rapprochement circonstanciel avec Félix Tshisekedi, quoique visant principalement à affaiblir et à neutraliser Joseph Kabila, lui a également permis de « geler temporairement¹³ » l'initiative législative dite « loi Tshiani » endossée par un député de l'Union Sacrée et qui prévoit l'accès à la magistrature suprême uniquement aux seuls candidats ayant les deux parents congolais d'origine.

Même si la proposition de loi n'a pas été adoptée, la question de la 'congolité' est désormais au cœur du débat social et politique congolais et constitue pour Moïse Katumbi un point de fragilité majeur, comme on a pu le voir lors de la controverse sur la suspectée détention d'un passeport zambien lancée en pleine campagne électorale.

L'autre point de fragilité de la stratégie de Moïse Katumbi a été son incapacité à rassembler d'autres candidats majeurs de l'opposition autour de sa candidature en lui faisant subir une sorte d'encercllement inversé¹⁴.

9 Dans le Kwilu, Martin Fayulu a visité les localités suivantes : Bandundu villes, Bagata, Kikwit, Masimanimba, Masamuna.

10 À Lisala, son avion a manqué de kérosène pour continuer la tournée notamment pour son périple à Lubumbashi et Likasi. Même problèmes techniques pour rejoindre Gemena et Kindu.

11 Le 27 juillet 2019, le FCC-CACH, entendez coalition Front commun pour le Congo de Joseph Kabila et la plateforme Cap pour le changement de Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe, parviennent à un accord sur la formation du gouvernement ; ce sera le gouvernement Ilunga Ilukamba.

12 90 des 281 députés nationaux qui ont voté la déchéance de l'ancienne speaker Jeanine Mabunda proviennent des plateformes pro-Katumbi.

13 Dans une interview accordée à *Jeune Afrique*, Katumbi parle de ligne rouge pour désigner l'inscription de la loi Tshiani au parlement et menace de quitter l'Union Sacrée.

14 La stratégie d'encercllement mise en place par l'opposition contre le dauphin du président Joseph Kabila a vraisemblablement inspiré la stratégie de l'Union sacrée qui a entaillé Katumbi par des alliances régionales presque identiques.

Le dernier point de fragilité de Moïse Katumbi demeure probablement personnel. C'est que dans l'imaginaire politique congolais, le leadership politique fort est avant tout lié à la force de la prise de parole. L'influence des leaders politiques « Rhéteurs » de Lumumba à Mobutu, en passant par Laurent Désiré Kabila, a fortement marqué la perception du leadership politique. Et sur ce point, Katumbi rivalise peu avec Félix Tshisekedi qui a imposé dès le départ ses fortes capacités d'orateur et une image centrale¹⁵ forte dans sa campagne.

Pourtant, dès le début, Moïse Katumbi a réussi à imposer un rythme de campagne qui l'a démarqué des autres opposants et qui lui a permis d'être considéré comme le vrai prétendant du candidat président sortant.

Ce démarrage en trombe et le ralliement en début de campagne de Matata Mponyo et de Seth Kikuni ont tout de suite donné l'impression qu'il pouvait représenter le pôle fédérateur de l'opposition.

La stratégie de campagne de Moïse Katumbi semble avoir été de conquérir massivement l'électorat de l'Est victime d'une insécurité chronique due à l'activité de plusieurs groupes armés dans la région. En effet, le timide bilan sécuritaire du président Tshisekedi, lequel n'a pas réussi à résoudre le problème de la reprise des combats entre le M23 et les Forces Armées de la RD Congo (FARDC), semble avoir motivé ce choix stratégique qui s'exprime dans le choix des trajectoires de Campagne et par le choix de l'Est pour son lancement de campagne¹⁶.

Il faut aussi ajouter que sur les 26 jours de campagne qu'il a effectués, (86,6 % des temps de campagne) Moïse Katumbi a battu campagne dans les provinces de l'est ¹⁷ 15 jours (57,66 %), et dans les provinces de l'Ouest seulement 9 jours (34,6 %).

Considérant que le Nord Kivu, le sud Kivu et le Katanga sont les provinces disposant du plus grand nombre d'enrôlés après Kinshasa¹⁸, ce choix stratégique aurait eu plus d'impact si en même temps il avait réussi à garder dans son giron des alliés régionaux majeurs tels que Mbusa Nyamuisi et Mohindo Nzangi qui, en revanche, avaient rejoint le président Félix Tshisekedi, ou ceux décédés comme Pierre Lumbi et Kyungu Wa Kumwanza.

¹⁵ Moïse Katumbi n'a pas pris part à l'émission de campagne lancée par la chaîne TOP CONGO et n'est pas allé déposer lui-même sa candidature à la CENI. Son projet de société a été également présenté à Kinshasa par ses collaborateurs. Cette approche indirecte a été interprétée par une certaine opinion comme une faiblesse dans ses capacités de communication et donc de leadership politique.

¹⁶ Moïse Katumbi lance sa campagne à Kisangani quand le président Tshisekedi lance à Kinshasa et Fayulu dans le Bandundu ville. Il est également le premier candidat à arriver en Ituri et dans le Nord Kivu.

¹⁷ Les provinces du Maniema, Haut Lomami et Sankuru sont comptabilisées à l'est dans l'étude plutôt que le centre pour permettre une bonne lecture du clivage Est- Ouest tel que caricaturé dans le jeu politique congolais.

¹⁸ Kinshasa arrive à la première position avec 15 % des électeurs suivi par le Nord Kivu 9 %, le Sud Kivu et le Kongo central avec 8 % et le Haut Katanga avec 6 %.

Moïse Katumbi n'a pas adopté une organisation hiérarchisée et centralisée de sa campagne : il est probable que l'arrestation de Salomon Kalonda ait influencé « cette configuration a-céphalique » qui a le mérite de ne pas mettre en lumière un homme -orchestre mais qui peut, en revanche, réduire l'efficacité de l'organisation en créant plusieurs pôles de décision horizontales.

3. Dr. Denis Mukwege Mukengere, le faux départ

Alors qu'il était annoncé comme un des challengers majeurs et que certains voyaient en lui le candidat capable d'incarner le trait d'union entre Katumbi et Fayulu, le docteur Denis Mukwege a raté son entrée en lice dans l'arène politique congolaise.

Ses longues hésitations avant son annonce tardive de participation à l'élection présidentielle¹⁹, l'inexpérience politique et l'absence d'ancrage sociologique de son regroupement politique, ACRN²⁰, ainsi que l'échec de l'initiative de Pretoria qui aurait pu favoriser une approche concertée de l'opposition, ont énormément réduit ses chances de transformer sa grande notoriété internationale en popularité nationale pour l'élection du 20 décembre 2023.

Parmi les opposants majeurs, le docteur Denis Mukwege est celui qui a utilisé le moins possible le temps légal de campagne. Il a battu campagne pendant à peine 8 jours, (26 %), et a visité seulement 6 provinces essentiellement dans l'Est (83.3%).

Faut-il en déduire un choix stratégique de proximité ou la conséquence d'une inégalité des ressources pour le financement de sa campagne ? Quoiqu'il en soit, l'échec des consultations de Pretoria, l'amorce rapide de la campagne et le ralliement d'autres candidats comme Matata Ponyo à la candidature de Moïse Katumbi l'ont vite relégué en seconde zone.

Denis Mukwege n'a pas réussi à faire exister sa campagne en produisant des effets symboliques de grande mobilisation ou de grande médiatisation alors qu'il était probablement le candidat qui pouvait bénéficier d'une forte attention médiatique, particulièrement des médias internationaux, et qu'il s'était entouré de quelques acteurs expérimentés de la vie politique congolaise²¹.

19 Dr Denis Mukwege est le dernier des candidats majeurs de l'opposition à annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de 2023, le 02 octobre 2023. Katumbi a annoncé sa candidature le 16 décembre 2022, Matata Ponyo le 03 mai 2023, Martin Fayulu le 30 septembre 2023.

20 Alliance des Congolais pour la refondation de la Nation.

21 Son directeur de campagne, le sénateur Didier Mumengi, et son conseiller spécial Albert Moleka, ancien directeur de cabinet de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, sont des personnalités bien au fait de la vie politique congolaise.

4. Felix Tshisekedi, la campagne négative

Le président candidat sortant est le seul des 26 candidats à avoir sillonné les 26 provinces²² de la RD Congo en 26 jours²³, (86,6 % du temps imparti du temps de campagne). Félix Tshisekedi a parcouru 53 localités avec un accent très marqué pour le Kongo Central, 18,8% de sa campagne²⁴, le Sud Kivu 11,3% et le Kwilu 9,4%.

Si le Sud Kivu et le Kwilu s'inscrivent dans une démarche offensive dans les bastions²⁵ des prétendants opposants principaux (Denis Mukwege et Martin Fayulu) pour minorer leur impact, le grand assaut sur le Kongo Central s'inscrit dans une stratégie bien plus élaborée.

Le Kongo Central est l'une des provinces les plus visitées par le président de la République durant les deux années avant les élections. Considérée généralement comme bastion de l'opposition, septième en termes de poids électoral, cette province représentait un enjeu important dans la stratégie du président. Il espérait vraisemblablement faire le plein des voix dans l'ouest (l'arc électoral du président semble se tourner autour de l'axe **Ouest et Centre Sud**) avant de se rendre en conquête des voix à l'est, fief de Matata Ponyo, Denis Mukwege et Moise Katumbi ; et de rencontrer un électorat difficile et mécontent à cause de son faible bilan sécuritaire.

Pour y parvenir, le président s'est également fortement rapproché de l'église Kimbanguiste en décrétant la journée du 06 avril journée fériée²⁶ en commémoration du fondateur Simon Kimbangu, dont l'influence religieuse ainsi que dans l'imaginaire des Né-Kongo est forte et omniprésente.

Cette stratégie de conquête de l'Ouest explique également le rôle prépondérant qu'ont joué Jean Pierre Bemba et le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, dans l'espace Bandundu et particulièrement dans le Kwango²⁷.

En ce qui concerne l'Est, la stratégie d'encerclement, au détriment de Moise Katumbi, a vu Félix Tshisekedi s'appuyer sur des personnalités influentes telles que Vital Kamerhe, Julien Paluku, Bahati Lukwebo, Danny Banza ou le premier ministre Sama Lukonde lesquelles personnalités ont chacune supervisé une aire régionale pour la campagne du candidat sortant.

22 Il faut noter que tous les prétendants opposants sérieux n'ont pas pu battre campagne dans l'espace Kasai, fief du président sortant, pour des raisons liées aux risques sécuritaires. Katumbi et Fayulu n'ont pas pu notamment se rendre dans les trois Kasai (Kasai, Kasai central, Kasai oriental).

23 Félix Tshisekedi a arrêté sa campagne pendant 3 jours, du 02 au 04 décembre, après les incidents du stade papa Kitemuku à Mbanza Ngungu où 6 personnes ont trouvé la mort à la suite de bousculades. Il a également marqué un court temps d'arrêt le 24 novembre, hésitant à se rendre au sommet de l'EAC tenu à Arusha en Tanzanie.

24 Félix Tshisekedi a visité 10 localités dans la province du Kongo central. C'est le score le plus élevé des descentes dans une province, suivi du Sud Kivu 6 et le Kwilu 5

25 Le Haut Katanga, qui est le bastion de Katumbi, sera également visité, deux villes, Lubumbashi et Likasi, mais pas dans les mêmes proportions que les deux autres.

26 Ordonnance présidentielle du 30 mars 2023.

27 Moise Katumbi n'a pas pu se rendre dans le Kwango évoquant des raisons sécuritaires.

L'une des caractéristiques marquantes de la campagne du candidat président sortant, c'est la spécificité de sa communication électorale négative²⁸. De manière systématique, le candidat président sortant est revenu tout au long de sa campagne sur l'expression « **candidat de l'étranger** », allusion à peine voilée à son rival Katumbi, qui pouvait également s'appliquer au docteur Mukwege qui est décrit comme porté par l'étranger.

L'expression « **candidat de l'étranger** » rejoint implicitement, à la fois toute la controverse sur la 'congolité' incluse dans la proposition de la loi dite Tshiani, et la faiblesse sinon « *l'aphonie supposée* » de Katumbi sur l'agression rwandaise.

En surfant sur l'aversion contre le régime rwandais et l'ultranationalisme souverainiste, Tshisekedi se pose en résistant contre l'occupation face à des prétendants « mous » oblitérant tout débat sur sa gouvernance sécuritaire et ses timides résultats.

L'expression « candidat de l'étranger » a par ailleurs le mérite de résonner comme « un aphorisme » suggestif qui laisse à l'auditeur une ouverture d'interprétation. Dans le contexte du débat politique congolais marqué durant ces deux dernières années par la controverse de la congolité, « **Candidat de l'étranger** » peut aisément rimer avec « **candidat étranger** ». La polémique lancée en pleine campagne par Jean Pierre Bemba sur la détention par Katumbi d'un passeport zambien a sans doute souligné le lien entre les deux expressions.

Ce recours assumé²⁹ à la communication négative, une première dans une campagne électorale présidentielle en RD Congo depuis 2006, a participé à exacerber les tensions et les différentes violences liées aux élections, physiques comme verbales.

Quoiqu'il en soit, cette communication négative a permis au candidat sortant d'imposer le thème de campagne, plus que de répondre à une exigence de redevabilité liée à l'exercice d'un premier mandat. Il a rendu caduc tout débat de fond et a poussé Katumbi vers un style défensif lors de certains de ses meetings électoraux³⁰.

28 « *La communication négative consiste non à promouvoir sa candidature mais à évoquer un concurrent et d'une manière qui cherche à lui porter préjudice auprès de l'auditoire visé.* » Geer, J.G., in *Défense of negativity, Ads in presidential Campaign*, Chicago, university of Chicago press, 2006 cité par Pierre Lefébure, De la castagne en campagne : *La communication électorale négative, faits politique et objet d'étude*, 9-32, in *Questions de communication*, 2020, 38.

29 Lors de la campagne présidentielle de 2006, l'expression « Muana Mboka » entendez « véritable enfant du pays » a été mobilisée par les partisans de Jean-Pierre Bemba sans que le premier intéressé ne le porte comme thème de campagne ou ne l'utilise contre Joseph Kabila dont la controverse sur la nationalité battait également son plein.
Lire www.lemonde.fr/afrique/article/2006/10/28/m-bemba-a-fait-campagne-en-veritable-enfant-du-pays_828561_3212.html.

30 Lors de son meeting à Kikwit le 06 décembre 2023 Katumbi répond aux allégations sur sa nationalité étrangère.

Au-delà de cette dimension intérieure, la communication négative du candidat sortant participe également à altérer davantage les relations diplomatiques au niveau de la sous-région, et particulièrement vis-à-vis du Rwanda, réduisant ainsi la portée des initiatives diplomatiques en cours et rendant de plus en plus envisageable l'option d'une guerre ouverte entre la RD Congo et le Rwanda.

Et les résultats des élections ?

La CENI a publié, ce 31 décembre 2023, les résultats provisoires de l'élection présidentielle accordant une large victoire au président Félix Tshisekedi, avec plus de 73%, suivi de Katumbi avec 18,8% et de Fayulu avec 5%. Le Dr Denis Mukwege ne dépasse pas la barre de 1%.

En s'appuyant uniquement sur les résultats publiés par la CENI, si tant est que les nombreuses irrégularités soulevées et les nombreux incidents n'ont pas participé à fausser la réalité politique et à dénaturer le comportement électoral des Congolais, trois grands enseignements peuvent être tirés au regard des stratégies ci-haut présentées :

1. La fin du paradigme électoral Est-ouest ;
2. Des chiffres trompeurs pour un président à légitimité faible ;
3. Une opposition en recul et en îlots.

1. De la fin du paradigme électoral Est-Ouest

Depuis les premières élections de 2006, le paysage électoral s'est construit autour du paradigme Est-Ouest, avec Joseph Kabila gagnant à l'est grâce aussi à une alliance stratégique avec Gizenga qui lui amène les voix du Bandundu, et Jean Pierre Bemba gagnant à l'ouest.

Aux élections de 2011, le bloc Est avec l'alliance du Bandundu, demeure arrimé au président Joseph Kabila malgré l'entrée en lice de Vital Kamerhe qui perce notamment dans le Sud Kivu.

Le bloc Ouest garde son vote d'opposition mais se scinde entre Kengo Wa Dondo qui gagne dans l'Équateur et Étienne Tshisekedi qui gagne dans les provinces de Kinshasa, le Kongo central et les provinces de l'espace Kasai.

Une analyse des élections passées met en évidence quelques récurrences consolidées :

- Des provinces de l'Ouest telles que Kinshasa, le Kongo Central et l'Équateur votent systématiquement pour l'opposition.
- Une province de Bandundu qui fait exception au bloc Ouest.
- Une victoire présidentielle pour qui gagne à l'est.

Les résultats des élections de 2023 viennent remettre totalement en cause à la fois l'expression « du vote sociologique » et « la binarité Est-Ouest ».

Les provinces votant traditionnellement pour l'opposition à l'ouest ont toutes basculé. Le Kongo central, Kinshasa et l'ensemble des provinces de l'ex-Équateur ont vraisemblablement voté pour le candidat président sortant. La province du Kwilu, avec l'exception du Bandundu, a confirmé voter différemment de l'ensemble du bloc ouest en donnant la majorité à l'opposant Martin Fayulu.

Bien plus encore, le vote sociologique à l'est n'a pas fonctionné et la victoire du président Tshisekedi dans la plupart des provinces de l'est, avec l'exception du Katanga et du Maniema, dessinent des nouvelles frontières qui interrogent sur le comportement électoral des Congolais en 2023 et ouvrent des nouveaux champs d'étude pour les politologues.

2. Des chiffres trompeurs pour un président à légitimité faible

On aurait pu penser que le défi de mettre fin à la crise de légitimité des dirigeants par les urnes, après quatre cycles électoraux, trouverait gain de cause. Les résultats des élections de 2023 attestent que ce chantier de la légitimité des dirigeants demeure une vraie gageure.

Le président Félix Tshisekedi a été proclamé vainqueur avec 73,3%. Cela peut paraître comme un plébiscite face à une opposition dont la somme des voix des principaux ténors n'atteint pas 25%. Pourtant, avec un taux de participation aux élections qui s'est situé à 43%, le plus faible depuis 2006, le président Félix Tshisekedi n'a en réalité récolté que 30% des voix de l'ensemble des électeurs enrôlés³¹ et à peine 10% de l'ensemble de la population congolaise³².

Le taux de participation de la population aux élections suit, depuis 2006, une courbe descendante qui ne confère guère une forte légitimité aux dirigeants issus des différents scrutins.

3. Une opposition en Recul et en îlots

Les résultats des élections de 2023 ont attesté d'un recul net de l'opposition politique en RD Congo. Jamais, depuis 2006, un écart aussi grand n'a été constaté entre les prétendants. Par ailleurs, la somme des voix obtenues par l'opposition représente un tiers des voix du candidat sortant.

Il faut rappeler qu'en 2006³³, 16 points d'écart séparait Jean Pierre Bemba de Joseph Kabila au second tour et presque l'équivalent entre Joseph Kabila et Étienne Tshisekedi en 2011³⁴.

31 La CENI a enrôlé exactement 43 955 181, dont 13 290 électeurs enrôlés dans 5 pays de la diaspora (France, Belgique, Afrique du sud, Canada, États-Unis).

32 La RD Congo compterait 102 millions d'habitants en 2023 selon le professeur Jacques Emina. Tiré sur www.heconversation.com/la-rdc-connait-lune-des-croissances-demographiques-les-plus-rapides-au-monde-pourquoi-ce-nest-pas-une-bonne-nouvelle-209912.

33 En 2006, Joseph Kabila obtient 58,05 % au second tour et Jean Pierre Bemba 41,95%.

34 En 2011, Joseph Kabila obtient 48,95% au premier tour devant Étienne Tshisekedi 32,33%, soit 16,62 points d'écart.

Par ailleurs, depuis la disparition d'Étienne Tshisekedi, l'opposition congolaise manque un pôle fédérateur solide et se présente désormais en plusieurs îlots de pouvoir gravitant entre Katumbi et Fayulu.

Cette marginalisation de l'opposition aux élections présidentielles peut laisser présager d'une opposition moins représentative au sein du parlement qui ne pourrait jouer le contrepois nécessaire dans une jeune démocratie en transition comme celle de la RD Congo, caractérisée par des risques régressifs de déviationnisme autoritariste mobutien et par des nombreux points de fragilité.

Le processus d'accaparement des institutions politiques tel qu'amorcé après la dissolution de la coalition FCC-CACH et l'avènement de l'Union sacrée de la Nation va se consolider. Pourtant, l'histoire politique récente a montré que cet accaparement s'est accompagné d'un affaiblissement récurrent des institutions politiques et des institutions d'appui à la démocratie. À l'affaiblissement du parlement s'est ajouté l'affaiblissement de l'appareil judiciaire, des provinces puis des institutions citoyennes comme la CENI, le CSAC, le CNDH. Cet affaiblissement institutionnel s'accompagne inversement d'une concentration toujours plus forte du pouvoir au niveau central, particulièrement autour du président de la République. Il en dérive une désarticulation de l'équilibre constitutionnel actuel qui repose fondamentalement sur la limitation de la monarchie républicaine et la régionalisation politique.

La perception d'hyperpuissance politique que les résultats des élections de 2023 auront conféré, pourrait avoir pour conséquence de renforcer, dans le camps de Tshisekedi, « le syndrome d'hubris » et de pousser la RD Congo vers un autoritarisme affirmé porté probablement, ironie de l'histoire, par ceux qui l'ont le plus combattu hier !

Seul l'avenir nous le dira. ■



Abonnez-vous ou offrez un abonnement
à la revue Congo-Afrique !!